

Vol. 27 no. 1 - 5 septembre 2019

Le Champlain

du Syndicat de Champlain (CSQ)

Négo : Nos organisations nationales devront être à la hauteur !

L'édito du Président



2019-2020, c'est parti ! Une nouvelle année s'amorce, elle sera remplie, on l'imagine, de moments spéciaux, privilégiés, cocasses et parfois, de moments plus difficiles. Cette année scolaire sera aussi le théâtre du déclenchement d'une nouvelle ronde de négociations collectives. Oui, déjà quatre ans se sont écoulés depuis la dernière, bien qu'il me semble que c'était hier !

Et pourtant, le paysage politique a bien changé depuis : un nouveau gouvernement, un nouveau ministre de l'Éducation avec une nouvelle philosophie et de nouvelles règles.

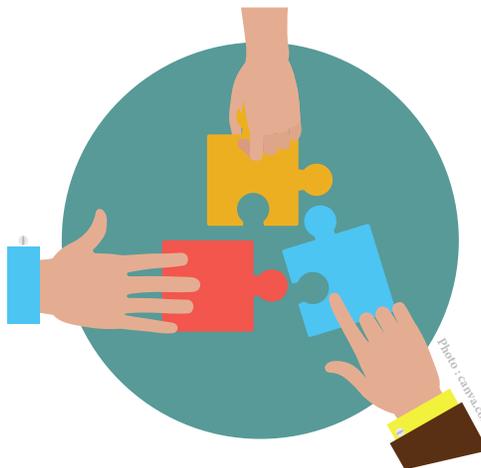
Évidemment, nous aimons les entendre dire que l'éducation sera une priorité, qu'ils veulent réinvestir dans le réseau et améliorer nos conditions de travail. C'est quand même une bouffée de fraîcheur après une décennie de compressions budgétaires, de coupures et de discours creux sur l'éducation. Or, les bottines devront suivre les babines !

Assez de mirages !

En effet, le renouvellement de nos conditions de travail sera aussi l'occasion d'améliorer ce qui ne va pas, de rendre la tâche de la profession enseignante et celle de tous les corps d'emploi du personnel de soutien plus attrayante, d'offrir de meilleurs salaires, de reconnaître l'expertise du personnel en place, de respecter l'autonomie professionnelle, de bonifier les services, etc. Nos volontés seront-elles partagées par les patrons et par le gouvernement ? Nous le saurons bien vite.

Alors que le ministre s'apprête

vraisemblablement à déposer cet automne un projet de loi sur la gouvernance des commissions scolaires, quels impacts faut-il anticiper dans nos milieux ? Dans notre contrat de travail ? Il faudra y voir clair, car chose certaine, ce gouvernement maîtrise son message et il est habile dans ses relations publiques. Vous verrez, chaque annonce sera pour notre bien, un grand classique !



Nous attendons fermement que ce gouvernement prenne des mesures qui auront des effets concrets sur le terrain et dans le quotidien du personnel de l'éducation. Pour ce faire, nous serons ensemble dans cette négo : les 11 000 membres de Champlain, certes, mais aussi des dizaines de milliers de collègues à travers la province.

La solidarité : plus qu'un slogan de pancarte !

S'il y a quelque chose que nous avons appris au cours des derniers mois, c'est

qu'un syndicat fort, uni, solidaire et déterminé comme le nôtre, ce ne sera jamais suffisant pour mener nos luttes. L'autonomie, on l'a vu, a ses limites ! Une organisation nationale forte, pour nous amener plus loin collectivement, a donc sa pertinence.

Au Syndicat de Champlain, plus que jamais, nous sommes déterminés à représenter vos intérêts, à porter vos revendications et vos idées dans cette négociation. Et nous nous appuyerons donc sur nos organisations nationales pour faire entendre votre voix. Parce que les résultats d'une négo, c'est notre affaire à toutes et à tous.

Les prochains mois seront difficiles et importants. Même si on ne peut garantir les gains qui seront faits dans notre prochain contrat de travail, nous pouvons garantir qu'avec l'aide de nos collègues de partout au Québec, nous veillerons à ce que nos organisations nationales soient à l'écoute, dans tout le processus de négociation, dans les stratégies à adopter et dans la combativité à exercer. Mais elles devront alors être à la hauteur !

Soyons clairs ici : nous ne sommes pas de ceux qui pleurnichent, tournent les talons et sèment la bisbille alors qu'on devrait parler de solidarité. À Champlain, nous retroussons nos manches et prenons les moyens pour atteindre notre objectif : exercer un syndicalisme qui ressemble à nos membres et non pas un syndicalisme qui date d'un autre millénaire. Qu'on se le tienne pour dit !

Éric Gingras

Trousses d'éducation financière à prêter !



Enseigner l'éducation financière peut parfois être complexe. Pourtant, nul ne peut s'y soustraire une fois adulte ! Il ne fait aucun doute que l'acquisition de ces savoirs peut éviter d'importants soucis et peut aider à comprendre les impacts directs de nos choix.

L'équipe EVB-CSQ a donc préparé une trousse comprenant cinq activités pédagogiques adaptées aux élèves du 2^e cycle du secondaire pour le cours d'éducation financière. Elle peut également répondre aux objectifs de certains autres cours. La trousse contient aussi un guide pour l'enseignant en lien avec les objectifs d'apprentissage, une mise en situation et des fiches pour les élèves. À noter que des activités en ligne seront aussi bientôt disponibles.

La trousse aborde la question des comportements qui poussent à la consommation. Collé à l'actualité, ce thème fait également référence à la place importante qu'occupent les youtubeurs et les influenceurs sur les réseaux sociaux. On y parle aussi des impacts des choix collectifs sur les services publics, de l'endettement personnel et des notions de saine gestion financière, des limites écologiques de la surconsommation et des solutions de rechange économiques pour penser le monde autrement.

Instructive, cette trousse vous sauvera aussi des heures de planification ! Si vous avez envie d'y jeter un œil, contactez-moi à sboudreau@syndicatdechamplain.com

Psst ! Pour les avides de matériel pédagogique, vous trouverez aussi des situations d'apprentissage très pertinentes pour tous les niveaux sur le site de l'Autorité des marchés financiers (lautorite.qc.ca/grand-public/), dans la section zone enseignants.

Bonne rentrée à toutes et à tous !

Sandra Boudreau
Coordonnatrice

Le parc jurassique à l'école Le Rucher !



C'est sous le thème du parc jurassique que la rentrée s'est déroulée en grande pompe à l'école Le Rucher de Sainte-Julie. Cette année encore, le personnel enseignant et le personnel de soutien en ont mis plein la vue aux élèves ainsi qu'aux parents venus assister à l'événement. Le thème des dinosaures, en plus de captiver l'attention, a permis de faire le lien entre la peur de

l'inconnu et le temps pour l'appivoiser. Un message rassurant derrière une mise en scène spectaculaire !

Dans tous les milieux scolaires, l'effervescence de la rentrée se fait sentir et pas seulement chez les élèves. Votre énergie et votre implication sont tout à votre honneur. Bravo et bonne rentrée !

La banalisation de la violence, c'est maintenant que ça s'arrête !

Vous recevez, cette semaine, une affiche pour contrer la banalisation de la violence ainsi qu'une *Dépêche FSE* sur le même sujet. Nous vous invitons, évidemment, à les mettre bien en vue dans le salon du personnel.

Lorsqu'un événement survient dans votre milieu, nous vous rappelons qu'il est essentiel de remplir une déclaration d'accidents et d'incidents, d'informer la direction de la situation et, si rien n'est fait pour faire cesser cette violence, de dénoncer au Syndicat.

Sessions de formation à la retraite

Les informations concernant les sessions de formation à la retraite de l'AREQ-CSQ sont maintenant disponibles sur notre site à syndicatdechamplain.com, dans l'espace réservé à votre section, sous l'onglet « Retraite ». Faites vite ! Les places sont limitées et ces sessions sont très populaires.

Besoin d'un signal fort

Le billet de Mireille



Et voilà, c'est recommencé ! La rentrée scolaire vient toujours avec son lot de moments de fébrilité pour les élèves, pour les parents et, bien entendu, pour le personnel qui œuvre dans les écoles. Mais cette année, malheureusement, dans la grande région de Montréal et aux alentours, c'est la pénurie de personnel qui a surtout fait les manchettes.

C'est bien connu : les coupures budgétaires successives des précédents gouvernements ont provoqué un alourdissement des emplois et des tâches du personnel de l'éducation, engendrant également, au fil des années, de nombreux impacts sur leur santé.

Les syndicats ont décrié les conditions de travail du personnel et il est certain que l'image de la profession enseignante a subi les contrecoups de ces dénonciations, tout comme les différents emplois du personnel de soutien scolaire. Les secrétaires d'école sont ensevelies par l'ouvrage, les éducatrices en service de garde ont des groupes qui dépassent les ratios, les techniciennes en éducation spécialisée ne peuvent qu'éteindre des feux tellement elles ont de cas à gérer, etc. Je pourrais continuer ainsi longtemps, mais vous connaissez déjà bien cette réalité.

Il est toutefois important de souligner que ce ne sont pas nos dénonciations

qui ont terni l'engouement pour le monde de l'éducation; elles ne sont que les conséquences.

« **Le personnel enseignant et de soutien a besoin d'un signal fort. Valoriser les emplois en éducation, ça passe par le respect démontré.** »

Quand 20 % à 25 % des nouveaux enseignants quittent la profession durant les cinq premières années de leur pratique, c'est évident que les conditions de travail sont en cause. En date du 20 août 2019, à la fin de la séance d'affectation du personnel de soutien en services directs aux élèves de la Commission scolaire des Patriotes, il restait plus de 200 postes à combler.

Est-ce normal ? Avec des postes offerts de 3 heures ou de 10 heures par semaine, je pense sincèrement que c'est normal.

Certes, un meilleur salaire pour tous s'impose, mais ça ne règlera pas tout.

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, indiquait tout récemment qu'il faudrait plusieurs années pour résorber la pénurie (enseignante). Ça fait du bien de constater qu'il nomme enfin la réalité et qu'il ne parle plus de rareté...

Ce n'est pas le gouvernement actuel qui a créé la pénurie dans laquelle nous nous trouvons ainsi que le désintérêt pour plusieurs emplois liés au milieu scolaire. Toutefois, ce gouvernement s'est fait élire en nous promettant que l'éducation était désormais une priorité. Ce serait bien que ce soit enfin vrai.

Le personnel enseignant et de soutien a besoin d'un signal fort. Valoriser les emplois en éducation, ça passe par le respect démontré. Il faut que cesse le cercle vicieux engendré par les coupures. Le trou dans la sacoche, la besace vide, la récession, etc., nous avons donné. Il est temps que nous recevions.

Mireille Proulx
Coordonnatrice

THÉÂTRE
DE LA VILLE

VOTRE DESTINATION
CULTURELLE SUR LA RIVE-SUD

14 spectacles pour les élèves du primaire et du secondaire

19
SAISON
20



En savoir + theatredelaville.qc.ca/scolaire

Le potentiel lucratif du marché de l'éducation

Le Québec est actuellement dirigé par un gouvernement caquiste dont le premier ministre, François Legault, est un homme d'affaires avec une vision de la gouvernance des services publics qui ressemble beaucoup à celle qui prévaut dans les milieux privés. Il gouverne donc en ayant en tête les trois « E » : efficacité, efficience et économie.

Mais cette vision néolibérale n'est pas nouvelle. À la fin des années 1970, c'est Margaret Thatcher qui a instauré la réforme de l'administration publique britannique. Plusieurs autres pays ont, par la suite, pris la balle au bond. Et c'est ainsi, notamment, que la sous-traitance s'est immiscée dans le milieu scolaire. Sous le prétexte de générer d'importantes économies, des commissions scolaires ont donné en contrats des parties de gestion, telles les cafétérias des écoles secondaires, ou encore la conciergerie. Pensons également au projet Lab-École, auquel le gouvernement précédent a donné le mandat de « penser l'école de demain ».

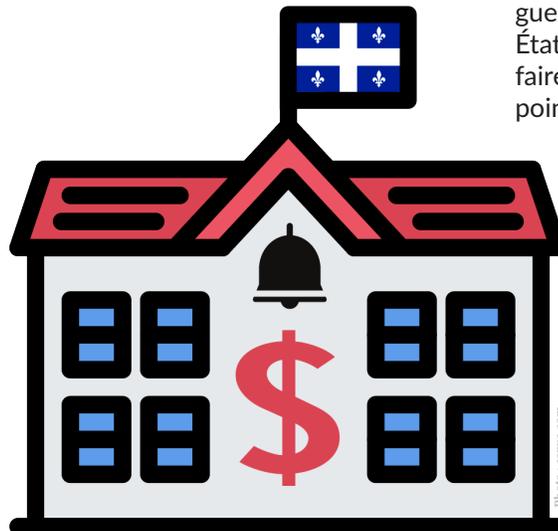
Coïncidence, la semaine dernière, nous apprenions que Québec rapatrie des pouvoirs qui appartenaient, entre autres, aux commissions scolaires, comme la construction et l'agrandissement d'écoles. Dans une missive envoyée aux commissions scolaires cet été, on apprend qu'à l'avenir, le ministère de l'Éducation prendra sous son aile plusieurs tâches. Lesquelles ? Pour les donner à qui ?

La transformation des commissions scolaires, qui semble déjà bien commencée, permettra-t-elle au gouvernement de rapatrier et de sous-contracter des services tels que l'informatique, le transport, la gestion de la paie et la conciergerie à des entreprises privées ?

Le Plan d'action numérique en éducation est un chantier qui attirera les entreprises commerciales éducatives. La saga des tableaux blancs en est un « bon » exemple.

Déjà, dans le secteur de la formation professionnelle et de la formation aux adultes, les budgets sont tellement minimaux que des petits centres se tournent vers des organismes tels que les carrefours jeunesse-emploi. Les services aux

élèves sont minimes voire inexistantes. À force d'affamer ces secteurs, les commissions scolaires et les centres doivent maintenant se tourner vers l'expertise extérieure.



Pour la formation aux adultes, des commissions scolaires ont signé des contrats avec des groupes communautaires pour leurs cours d'alphabétisation. La plateforme ChallengeU en est un autre exemple : des services d'enseignement à distance sont donnés par des firmes externes à moindre coût pour les commissions scolaires. Les enseignants deviennent des travailleurs

autonomes sans avantages et dont le salaire est beaucoup moins élevé. Oui, oui, au Québec !

Pourquoi parler de sous-traitance aujourd'hui ? Parce que les effets de la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine commencent à se faire sentir et le spectre d'une récession pointe à l'horizon.

Et les périodes de stress budgétaire réactivent fortement ce penchant à concevoir la gestion des services publics comme on le ferait au privé. Il est alors plus facile pour un gouvernement d'imposer la sous-traitance dans les milieux de l'éducation ou de la santé.

Le gouvernement actuel pourrait-il être tenté d'agir ainsi ? Sera-t-il tenté de brandir la menace d'une récession éventuelle pour reléguer des pans de l'éducation au privé ? L'avenir le dira. Une chose est certaine : pour faire reculer un gouvernement, il devient important que la population se rallie, comme l'a fait le mouvement « Je protège mon école publique ». Dans cet ordre d'idées, il sera impératif d'être présents et actifs lors de la prochaine négo.

Mireille Proulx
Coordonnatrice

